



# Non à la mise en place et à l'élargissement du dispositif ECLAIR

Ce dispositif constitue une attaque de l'éducation prioritaire sans précédent :

- Disparition de l'ambition pédagogique au profit d'une approche sécuritaire de l'éducation (brigade de sécurité, présence d'un policier en arme).

- Réduction des contenus scolaires au seul socle commun et au référentiel du lycée professionnel.

- Menace sur le statut et l'indépendance de tous les personnels d'éducation et tout particulièrement des enseignants via :

- \* la mise en place de préfet des études qui remet en cause des fonctions de CPE, COP et AS.

- \* la création d'un échelon hiérarchique supplémentaire en la personne du préfet des études qui fait partie de l'équipe de direction.

- \* le recrutement local par le chef d'établissement.

- \* la substitution de l'obligation de moyens du service public d'éducation par une obligation de résultats (contractualisation des moyens des établissements et lettres de mission pour les enseignants).

La mise en place de ce dispositif se fait dans la continuité d'une suppression massive de postes dans l'ensemble du service public d'éducation depuis cinq ans.

Face à ce constat, et afin d'élaborer des moyens d'action communs, nous appelons l'ensemble des personnes des établissements CLAIR et des établissements ou écoles ayant vocation à le devenir à la rentrée 2011, à se retrouver en AG

le mercredi 16 mars à 15h00, à la Bourse du Travail de Lyon. (place Guichard - métro B)



Les CLAIR sont  
à l'éducation  
ce que le Mac Do  
est à la  
restauration!